

crédit, l'année dernière, parce qu'elle était de l'avis, si énergiquement exprimé par les chefs de la droite, eux-mêmes, lorsqu'ils se trouvaient dans l'opposition, que les demandes de crédits devraient toujours être accompagnées de toutes les explications et informations qui peuvent être données sur leur objet. Dans le présent cas, douze mois se sont écoulés. Le gouvernement est en possession des offres faites par les MM. Anderson, et nous voudrions savoir quelles étaient les conditions du traité fait avec ces messieurs. Nous voudrions connaître la rapidité exigée ; si l'un des deux termini devait se trouver en Canada et l'autre en France ; si les steamers devaient avoir la rapidité déclarée par le ministre des finances lorsqu'il proposa sa résolution.

Le très honorable chef de la droite dit maintenant que le crédit voté était pour obtenir une ligne égalant en rapidité les lignes les plus rapides de New-York ; mais, d'après les organes du gouvernement, qui étaient, sans doute, inspirés officiellement, les navires pour effectuer le voyage stipulé entre le Canada et Liverpool, ne devaient filer que seize nœuds à l'heure. S'il en est ainsi, il y a une grande différence entre la rapidité des steamers de New-York et ceux acceptés par le traité que les organes du gouvernement ont annoncé comme fait avec les messieurs Anderson.

Pour ces raisons et pour d'autres, le gouvernement est tenu de procurer à la chambre les informations qu'elle demande.

Nous nous sommes tous aperçus, l'année dernière, que l'honorable ministre des finances discutait une question qu'il ne comprenait pas. On lui avait préparé, pour l'occasion, certains chiffres relatifs à la route, aux distances, aux frais de transport et à la rapidité des steamers, et lorsque des objections furent soulevées, l'honorable ministre ne put y répondre, parce que ces objections étaient appuyées sur des faits incontestables, rapportés par des propriétaires de lignes de steamers et des expéditeurs qui avaient passé toute leur vie dans ce genre d'affaires.

L'honorable ministre des finances a trouvé que son estimation était tout à fait erronée. Après la conclusion du traité avec les messieurs Anderson, il était évident, à première vue même, que ce traité ne serait pas exécuté, parce que le gouvernement, d'après les discours prononcés par ses membres, exigeait une classe de steamers qui ne pourrait être maintenue avec la subvention accordée. Le gouvernement exigeait aussi un port d'escale en France, qui est un obstacle au succès de la ligne, et il y avait d'autres conditions qui ne permettaient pas d'attendre un succès dans un centre commercial comme l'est Londres.

Quel fut le résultat ? Les messieurs Anderson, de retour en Angleterre, rencontrèrent sur leur chemin une lettre des directeurs de la ligne Allan, et c'était tout naturel.

Les messieurs Anderson dirent : nous proposons de mettre sur la ligne des steamers de la vitesse voulue, et ils donnèrent des informations relatives au trafic canadien. Les capitalistes anglais voyant que des compagnies puissantes, possédant des flottes comme celles des lignes du Dominion et Allan, refusaient les conditions offertes par le gouvernement canadien, d'après les explications que ce dernier a données à cette chambre, voulurent n'avoir rien à faire avec la nouvelle ligne projetée, comme cela était tout naturel, et je crois qu'ils ne le voudront pas davantage maintenant.

M. JONES (Halifax).

Le présent retard est des plus désastreux au point de vue des intérêts du pays.

Je suis informé que les deux lignes que je viens de nommer ont offert au gouvernement des steamers de seize ou dix-sept nœuds à l'heure, et j'ai toujours prétendu que cette vitesse suffisait à nos affaires, s'il y avait en outre une bonne ligne de steamers pour le fret.

Je voudrais savoir si c'est là une des offres que le gouvernement est à considérer, ou si le gouvernement cherche encore au dehors d'autres soumissionnaires, ou s'il met de côté les vraies lignes qui seraient en état de traiter avec lui à des conditions raisonnables. L'une de ces compagnies est en voie de construire un steamer de 5,000 à 6,000 tonneaux. C'est la ligne du Dominion, et elle attend la décision du gouvernement pour savoir si la vitesse de seize ou dix-sept nœuds sera acceptée. Si cette offre était acceptée, cette ligne emploierait des machines qui donneraient cette vitesse. Elle a, je crois, demandé avec instance au gouvernement de lui dire s'il accepte cette offre, ou s'il la refuse, et, d'après les derniers avis, la réponse n'est pas encore donnée.

Sir JOHN A. MACDONALD : Quelle est cette ligne ?

M. JONES (Halifax) : La ligne du Dominion.

Sir JOHN A. MACDONALD : C'est une ligne qui sert d'auxiliaire à la ligne Allan.

M. JONES (Halifax) : Oui, à présent.

Sir JOHN A. MACDONALD : Elle n'a eu aucune communication avec le gouvernement.

M. JONES (Halifax) : L'honorable premier ministre ne dira pas que la ligne du Dominion ne lui a pas demandé, ou n'a pas demandé au ministre des finances de la considérer comme soumissionnaire. Je sais qu'elle a fait cette demande, et le ministre des finances ne le niera pas, si le premier ministre refuse de l'admettre.

Sir JOHN A. MACDONALD : Oh !

M. JONES (Halifax) : Le premier ministre ne connaît peut-être pas tous les faits.

Sir JOHN A. MACDONALD : Je connais tous les faits.

M. JONES (Halifax) : D'après mes renseignements, cette ligne s'est adressée au gouvernement et lui a dit qu'elle était prête à négocier pour une ligne donnant une vitesse de seize à dix-sept nœuds, et cette offre remonte à trois ou quatre mois.

Sir JOHN A. MACDONALD : Non, jamais.

M. JONES (Halifax) : Et le gouvernement l'a informée que toute l'affaire était abandonnée, et qu'il ne pouvait donner aucune information sur le sujet. Conséquemment, il est probable que le steamer de 6,000 tonneaux, dont j'ai déjà parlé, sera converti en steamer pour le fret.

Le gouvernement, selon moi, ne traite pas seulement le public avec une grande injustice, mais il traite aussi cette chambre très cavalièrement. Il nous a dit qu'il avait fait un traité avec les messieurs Anderson, et que cela n'avait pas besoin d'autres explications. L'honorable premier ministre suppose-t-il que le public ignore ce que sont maintenant les messieurs Anderson ? Ces messieurs sont évidemment mis de côté ; mais le gouvernement est-il en